



Conseil économique et social

Distr. générale
18 avril 2023
Français
Original : anglais

Pour décision

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Session annuelle de 2023

13-16 juin 2023

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

Rapport annuel de la Directrice générale de l'UNICEF pour 2022

Résumé

Le présent rapport est le premier rapport annuel sur la mise en œuvre du Plan stratégique de l'UNICEF pour 2022-2025 que la Directrice générale de l'UNICEF soumet au Conseil d'administration de l'UNICEF.

Il s'accompagne de rapports sur l'application du cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources du Plan stratégique de l'UNICEF pour 2022-2025^a et sur la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies^b, d'une annexe sur les fonctions et les organes de contrôle indépendants essentiels de l'UNICEF et d'un compendium des données et d'un tableau de bord des résultats.

On trouvera à la section V les éléments d'un projet de décision.

^a La mise à jour annuelle des recettes et des dépenses figure dans l'annexe du Cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources (UNICEF/2023/EB/9).

^b Résolution 71/243 de l'Assemblée générale.

* E/ICEF/2023/9.



I. Vue d'ensemble

1. En 2022, l'UNICEF a commencé à mettre en œuvre son nouveau Plan stratégique pour 2022-2025 dans le contexte d'une crise polymorphe. Les enfants grandissent dans un monde en proie à des chocs multiples, quasi simultanés et interdépendants, dus aux répercussions de la pandémie de COVID-19 et d'autres épidémies, aux conflits violents, aux changements climatiques et à la dégradation de l'environnement, ainsi qu'à l'inflation galopante. En raison des relations étroites qui régissent le monde actuel, les bouleversements économiques, politiques et sociaux qui surviennent dans une partie du monde ont des répercussions complexes sur les autres. Ces chocs exacerbent les vulnérabilités existantes chez les enfants et dans les populations, et frappent de plein fouet les plus pauvres et les personnes marginalisées et victimes de la discrimination en raison de leur handicap, de leur sexe, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leur statut migratoire et de leur identité de genre.
2. Si les décennies précédentes ont été marquées par des progrès historiques dans la réalisation de nombreux aspects des droits de l'enfant, ces avancées ont été inégales et certaines risquent aujourd'hui de stagner ou de reculer. Compte tenu de l'aggravation de la crise climatique – principale menace structurelle pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle –, les conséquences économiques de la pandémie et les répercussions de la guerre en Ukraine ont provoqué la pire crise alimentaire et nutritionnelle des temps modernes. Dans 12 pays durement touchés par la crise, le nombre de femmes enceintes et allaitantes en situation de malnutrition aiguë a bondi de 25 % depuis 2020. Les répercussions se transmettent d'une génération à l'autre : l'UNICEF estime ainsi que la moitié des retards de croissance chez les enfants de moins de deux ans surviennent pendant la grossesse et avant l'âge de six mois¹.
3. Bien que les perturbations causées par la pandémie s'estompent, les enfants continuent d'en pâtir. Les pertes d'apprentissage restent importantes, en particulier chez les filles et en Afrique subsaharienne. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, la proportion d'enfants de 10 ans incapables de lire ou de comprendre un texte simple a grimpé à 70 %². Vingt-cinq millions d'enfants n'ont pas été vaccinés en 2021, soit 2 millions de plus qu'en 2020 et 6 millions de plus qu'en 2019³, et l'année 2022 a été marquée par des épidémies de rougeole, de choléra, de virus respiratoire syncytial (VRS) et de poliomyélite.
4. Cinq millions d'enfants de moins de 5 ans sont morts en 2021, en grande partie de causes évitables, et on prévoit un nombre similaire pour 2022. En Afrique subsaharienne, où le risque de décès infantile est le plus élevé, les enfants ont 15 fois plus de chances de mourir avant leur cinquième anniversaire que ceux qui vivent en Europe et en Amérique du Nord⁴.
5. La crise économique mondiale a aggravé les privations dont souffrent les enfants les plus vulnérables partout dans le monde. Selon les projections, 1 enfant sur

¹ Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), *Undernourished and Overlooked : Global Nutrition Crisis in Adolescent Girls and Women* (New York, 2023).

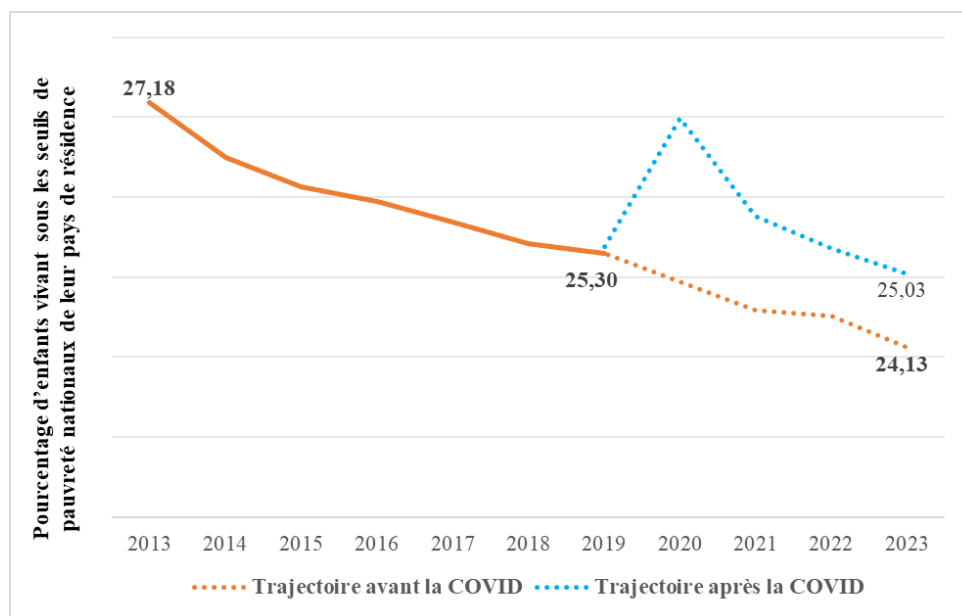
² Banque mondiale, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, UNICEF, Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement, Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement, et Bill and Melinda Gates Foundation, *The State of Global Learning Poverty : 2022 Update – Conference Edition*, 23 juin 2022.

³ UNICEF, « Immunization », page Web. Voir <https://data.unicef.org/topic/child-health/immunization/>.

⁴ Groupe interorganisations pour l'estimation de la mortalité juvénile, *Levels & Trends in Child Mortality : Report 2022 – Estimates developed by the United Nations Inter-agency Group for Child Mortality Estimation* (New York, UNICEF, 2023).

4 vivra sous les seuils de pauvreté nationaux en 2023 – une situation identique à celle de 2019 qui, au niveau mondial, se traduit par un retard de quatre ans par rapport à la trajectoire de réduction de la pauvreté infantile prévue pour 2030 et oblige des millions d'enfants à endurer plus longtemps des privations qui auront des conséquences tout au long de leur vie alors qu'ils sont en plein apprentissage⁵.

Enfants vivant sous les seuils de pauvreté nationaux avant la COVID et tendances actuelles (estimations)



6. Environ un milliard de personnes, dont 350 à 500 millions d'enfants, vivent dans des bidonvilles urbains, un chiffre qui devrait tripler d'ici à 2050⁶. Le risque d'être exposés aux effets climatiques tels que les vagues de chaleur, les inondations, la sécheresse, la pollution de l'air et le manque d'eau est extrêmement élevé pour plus de la moitié des enfants – environ un milliard⁷. Parallèlement, le financement des mesures d'adaptation au climat reste très insuffisant face à l'ampleur des besoins. En 2022, la 27^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27) a renoncé à l'engagement pris lors de la COP26 de doubler les financements en faveur de l'adaptation d'ici à 2025⁸. Ce sont les enfants d'aujourd'hui et leurs enfants après eux qui devront en payer le prix.

7. Dans les zones de conflit, les enfants continuent d'être pris pour cibles dans des proportions alarmantes. Alors que les guerres tendent à se prolonger dans les zones urbaines et dans d'autres espaces civils, on a assisté ces dernières années à une accentuation de la vulnérabilité des enfants face aux violations graves – meurtres, mutilations, enlèvements, violences sexuelles, enrôlement dans des forces ou des groupes armés, refus d'accès humanitaire et attaques contre des hôpitaux, des écoles et des installations d'approvisionnement en eau. En 2021, l'ONU a confirmé 23 982

⁵ UNICEF, *Prospects for Children in the Polycrisis: A 2023 Global Outlook* (UNICEF, janvier 2023).

⁶ UNICEF, « Urban policy », page Web. Voir www.unicef.org/social-policy/urban.

⁷ UNICEF, *The Climate Crisis is a Child Rights Crisis : Introducing the Children's Climate Risk Index* (New York, 2021).

⁸ UNICEF, « Child-sensitive climate policies for every child », document de recherche (novembre 2022).

violations graves commises contre des enfants par des parties à des conflits, le nombre d'enlèvements et de violences sexuelles à l'encontre d'enfants ayant augmenté de plus de 20 % et les attaques contre les écoles et les hôpitaux de 5 %⁹.

8. Le recul des droits de l'enfant et de l'égalité des genres, qui touche des pays de tous niveaux de revenus ainsi que les forums intergouvernementaux, menace l'intégrité des normes internationales relatives aux enfants. Parallèlement, l'emprise croissante des factions dans et entre les pays met le système multilatéral sous pression, rendant difficile une action collective fondée sur des principes pourtant indispensables pour résoudre nos problèmes communs et œuvrer ensemble à la protection des droits de l'enfant. Cette situation survient alors que le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire ne cesse d'augmenter.

9. En 2022, leur nombre a atteint 274 millions¹⁰, contre 235 millions en 2021. L'UNICEF a répondu à la fois aux crises provoquées par l'homme et aux catastrophes naturelles aggravées par les changements climatiques d'origine humaine, notamment la sécheresse dans la Corne de l'Afrique qui a touché l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie, les inondations dévastatrices au Pakistan, l'intensification du conflit dans le centre du Sahel et qui a touché le Burkina Faso, le Mali et le Niger et a dévasté davantage encore l'une des régions les plus durement touchées par les changements climatiques, le conflit en Ukraine et l'afflux massif de réfugiés en Europe, la crise en Afghanistan, le conflit dans le nord de l'Éthiopie et au Yémen, la violence en bande organisée et les inondations en Haïti, également frappé par l'épidémie mondiale de choléra qui a frappé le nombre sans précédent de 30 pays en 2022.

10. En 2022, malgré les difficultés posées par la crise alimentaire et nutritionnelle mondiale, 356,3 millions d'enfants de moins de 5 ans – un nombre jamais atteint – ont bénéficié de programmes de prévention de la malnutrition sous toutes ses formes et 182,4 millions d'enfants – un chiffre exceptionnel – ont eu accès à des programmes de détection précoce et de traitement de l'émaciation. Grâce au soutien de l'UNICEF, ce sont 77,9 millions d'enfants qui ont été vaccinés contre la rougeole et le nombre d'enfants vaccinés dans les pays touchés par des crises humanitaires a considérablement augmenté, pour atteindre plus de 27 millions.

11. L'UNICEF a intensifié ses programmes de prévention de la violence, de l'exploitation et des pratiques néfastes, notamment en mettant en œuvre des programmes d'éducation parentale, qui ont concerné 11,8 millions de personnes ayant la charge d'enfants en 2022, contre 3 millions en 2021. Les investissements de l'UNICEF pour renforcer la fourniture de services de santé mentale et de soutien psychosocial, un autre facteur de protection essentiel, a permis de multiplier pratiquement par deux le nombre de bénéficiaires de services de proximité (enfants, adolescents et personnes ayant la charge d'enfants) – leur nombre est passé de 12 millions en 2021 à 25,2 millions en 2022.

12. Pour réduire les vulnérabilités des enfants et des familles, l'UNICEF a recommandé aux entreprises et aux décideurs politiques de soutenir les politiques favorables à la famille – congé parental, soutien à l'allaitement, garde d'enfants et allocations familiales. En 2022, 24 pays ont adopté au moins deux de ces politiques, contre 13 en 2021. Tous Groupes d'objectifs confondus, les programmes de l'UNICEF en faveur de l'inclusion des personnes handicapées ont touché plus de 4,5 millions d'enfants handicapés dans 142 pays, y compris pendant les crises humanitaires, et les mesures d'intervention mises en œuvre dans 65 % des pays ayant

⁹ Nations Unies, *Les enfants et les conflits armés : Rapport du Secrétaire général (A/76/871-S/2022/493)*.

¹⁰ Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, *Global Humanitarian Overview 2023*.

fait l'objet d'appels en faveur de l'action humanitaire pour les enfants se sont efforcés d'inclure systématiquement les enfants handicapés.

13. Alors que la collecte de fonds s'inscrit dans un contexte de plus en plus difficile, les recettes de l'UNICEF ont atteint un niveau inégalé à ce jour, mais la part des ressources ordinaires a poursuivi sa baisse, s'éloignant encore un peu plus de l'engagement pris par les États Membres dans le cadre du pacte de financement. Le niveau élevé de crédits affectés signifie que les financements vont à certains programmes plutôt qu'à d'autres et empêche l'UNICEF d'avoir une influence sur les résultats de réalisations qui permettraient de s'attaquer aux causes sous-jacentes et systémiques des privations subies par les enfants et des violations de leurs droits.

14. L'ambition du plan stratégique de l'UNICEF n'a rien perdu de sa pertinence en cette période de crise polymorphe, tout comme son désir d'une compréhension plus globale des privations et des discriminations dont les enfants sont victimes, de changements systémiques pour traiter ces problèmes à la racine et d'une action dans le cadre de partenariats, comme moyen essentiel pour faire une différence durable dans les réalisations en faveur des enfants à long terme.

15. La lutte contre les atteintes aux droits de l'enfant et la construction d'un monde dans lequel aucun enfant n'est laissé pour compte exigent une action concertée pour pouvoir renforcer les systèmes nationaux et construire des sociétés résilientes et solidaires. Pour cela, les ressources, les connaissances, l'ingéniosité et la volonté d'un large éventail d'acteurs, au niveau mondial et local, seront nécessaires. C'est pourquoi l'UNICEF collabore avec des partenaires, notamment des enfants et des jeunes, des organisations de la société civile, des entreprises, des organisations régionales, des institutions financières internationales et d'autres organismes des Nations Unies pour trouver des solutions et les mettre en œuvre.

16. L'organisation se mobilise pour produire des données probantes exploitables, améliorer ses capacités de prévision, de préparation et d'adaptation, investit dans son capital humain, ses systèmes opérationnels et son infrastructure technologique, et dialogue avec les donateurs, qu'ils soient nouveaux ou traditionnels, pour mobiliser les ressources flexibles dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat. Même en pleine crise polymorphe, la rupture systémique n'est pas inévitable et l'UNICEF s'efforce de profiter de cette dynamique pour apporter des changements positifs.

II. Performance au regard des Groupes d'objectifs (y compris les domaines d'activité transversaux)

17. 2022 a été la première année de mise en œuvre du nouveau Plan stratégique de l'UNICEF pour 2022-2025. Ce plan marque un tournant important pour l'organisation, puisqu'il incarne une vision à plus long terme et met davantage l'accent sur les changements systémiques au niveau des réalisations que tous ses plans stratégiques précédents. Ces changements stratégiques amélioreront la gestion de ses performances et l'établissement de ses rapports et continueront à influencer et à faire évoluer sa manière de travailler pour les dix ans à venir.

18. Les performances et les réalisations de l'UNICEF en 2022 sont relativement conformes aux tendances de ces dernières années et au Plan stratégique pour 2018-2021, en particulier en ce qui concerne le nombre d'enfants ayant bénéficié de services fournis avec le soutien des programmes de l'UNICEF. La plupart des domaines de résultats (12 sur 18) sont conformes aux niveaux d'étape fixés pour 2022, puisqu'ils ont été atteints, voire dépassés ; un seul domaine de résultats n'est pas en bonne voie.

A. Objectif 1 : Chaque enfant survit et s'épanouit

19. La crise polymorphe a provoqué une crise multiforme qui touche la santé, la nutrition et le bien-être des enfants, et vient aggraver les difficultés préexistantes dans la réalisation des droits des enfants à survivre et à s'épanouir. Plus de 5 millions d'enfants de moins de 5 ans sont morts en 2021, principalement dans les pays à revenu faible et intermédiaire d'Afrique subsaharienne et dans des régions de l'Asie du Sud, et 54 pays ne sont pas près d'atteindre la cible de l'objectif de développement durable relative à la mortalité des enfants de moins de 5 ans¹¹. La couverture vaccinale a poursuivi sa courbe descendante partout dans le monde et, sans action urgente, les cibles des objectifs de développement durable et du Programme pour la vaccination à l'horizon 2030 ne pourront pas être atteintes. Le nombre d'enfants n'ayant jamais été vaccinés (enfants « zéro dose ») a atteint 18 millions en 2021, soit une augmentation de 5 millions par rapport à 2019. Plus de 28 % des enfants n'ayant jamais été vaccinés vivent désormais dans des zones urbaines et périurbaines¹².

20. Ces vingt dernières années, des progrès importants ont été réalisés pour améliorer la nutrition maternelle et infantile dans le monde – la prévalence des retards de croissance a été réduite d'un tiers¹³ et le taux mondial d'allaitement maternel exclusif a progressé de 38 % à 48 % depuis l'an 2000. Ces progrès sont toutefois menacés alors que certains pays s'enfoncent dans une crise alimentaire et nutritionnelle sans précédent. On prévoit que 8 millions d'enfants souffriront d'émaciation sévère dans les 15 pays les plus touchés¹⁴, soit 3 millions de plus que le nombre total d'enfants traités dans tous les pays en 2021. La faim et la pauvreté alimentaire atteignent un niveau record ; plus de 202 millions d'enfants de moins de 5 ans sont dans une situation de pauvreté alimentaire sévère¹⁵ et sont exposés à un risque élevé de retard de croissance, d'émaciation et de décès.

21. L'UNICEF a œuvré à la réalisation du Groupe d'objectifs 1 dans 155 pays en 2022. Le montant total des dépenses pour ce Groupe d'objectifs s'est élevé à 3,3 milliards de dollars, dont 2,1 pour l'action humanitaire. Au niveau des réalisations, les taux de progression moyens par rapport aux niveaux d'étape fixés pour 2022 ont été supérieurs à 90 % dans six des huit domaines de résultats du Groupe d'objectifs¹⁶. Des progrès notables ont été enregistrés dans le domaine de la santé maternelle et néonatale, dans plusieurs domaines de la santé infantile et dans les programmes et services de santé destinés aux adolescents, y compris dans les soins de santé primaires et par l'intermédiaire des établissements scolaires et des plateformes numériques. Les données administratives nationales sur la vaccination de

¹¹ Nations Unies, Groupe interorganisations pour l'estimation de la mortalité juvénile, *Levels & Trends in Child Mortality : Report 2022 – Estimates developed by the United Nations Inter-agency Group for Child Mortality Estimation* (New York, UNICEF, 2023).

¹² Adelle Wigley et autres, « Estimates of the number and distribution of zero-dose and under-immunised children across remote-rural, urban, and conflict-affected settings in low and middle-income countries », *PLOS Global Public Health*, vol. 2, n° 10 (26 octobre 2022).

¹³ UNICEF, Organisation mondiale de la Santé (OMS), Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, *Levels and Trends in Child Malnutrition : Key Findings of the 2021 Edition of the Joint Child Malnutrition Estimates* (New York, UNICEF, 2021).

¹⁴ Afghanistan, Burkina Faso, Éthiopie, Haïti, Kenya, Madagascar, Mali, Niger, Nigéria, République démocratique du Congo, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad et Yémen.

¹⁵ UNICEF, *Child Food Poverty: A Global Nutrition Crisis in Early Childhood* (New York, 2022), drawing on data from the UNICEF Global Database on Young Child Feeding.

¹⁶ Au niveau des réalisations, les taux de progression correspondent aux progrès accomplis entre les données de référence et les niveaux d'étape fixés pour 2022, sauf pour certains indicateurs qui mesurent des éléments particuliers des activités de l'UNICEF, tels que décrits dans le compendium de données dans l'annexe au tableau de bord. Le taux de progression est calculé au niveau de l'indicateur et la moyenne est établie pour chacun des domaines de résultats.

2022 indiquent des signes de reprise et témoignent des efforts déployés pour rétablir la fourniture de services. Les progrès signalés ont été plus lents en ce qui concerne la santé mentale et le bien-être psychosocial, l'un des nouveaux domaines d'intervention du Plan stratégique.

22. En 2022, la crise alimentaire et nutritionnelle mondiale, qui a tout particulièrement touché les pays de la Corne de l'Afrique et le centre du Sahel, a constitué le principal obstacle aux performances des programmes de nutrition soutenus par l'UNICEF. La baisse des financements non affectés et le rétrécissement de la marge d'action budgétaire de nombreux donateurs et pays hôtes ont également freiné les progrès, alors que de son côté, l'UNICEF a dû faire face à l'augmentation des coûts d'exécution de ses programmes en raison de la hausse du coût des fournitures essentielles et des ingrédients bruts, tels que ceux entrant dans la fabrication des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi¹⁷. Malgré ces difficultés, il a atteint la plupart des résultats du point de vue des réalisations concernant la nutrition en 2022, grâce à des années d'investissements dans le renforcement des systèmes de nutrition et à des innovations programmatiques, comme le dépistage par les familles et le traitement de l'émaciation au niveau local. En 2022, un nombre inédit d'enfants de moins de 5 ans – 356,3 millions – ont bénéficié de programmes de prévention des retards de croissance, de l'émaciation, des carences en micronutriments, ainsi que du surpoids et de l'obésité, contre 335,9 millions en 2021.

23. Les indicateurs de santé maternelle et néonatale ont enregistré des progrès constants, avec 44,4 millions d'accouchements réalisés dans des établissements de santé et dans le cadre de programmes financés par l'UNICEF, et le pourcentage de naissances vivantes assistées par du personnel de santé qualifié a augmenté pour atteindre 86 % (estimations annualisées). Les interventions en matière de soins prénatals et postnatals ont augmenté pour s'établir à 69 % pour les visites prénatales et à 73 % et 72 % pour les mères et les nouveau-nés, respectivement.

24. Dans l'ensemble, la contribution de l'UNICEF à la survie de l'enfant est restée conforme aux niveaux d'étape – les indicateurs de recherche de soins pour les infections respiratoires aiguës ont progressé de 63 % à 64 % et, dans les pays où le paludisme est endémique, la proportion d'enfants dormant sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide est passée de 60 % à 62 % (estimations annualisées pour 2021 et 2022). Une soixantaine de pays ont soutenu la prise en charge intégrée des maladies du nouveau-né et de l'enfant/la gestion communautaire intégrée des cas au niveau infranational, ce qui a permis de toucher 56,2 millions d'enfants, principalement dans les pays à forte charge de morbidité. En 2022, l'UNICEF a fourni du matériel de diagnostic et de traitement à 59 584 établissements de soins et a aidé 10 550 établissements de soins à appliquer des normes de qualité des soins dans le domaine de la santé des enfants.

25. Alors que le nombre d'enfants ayant reçu la première dose de vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche avait globalement baissé de 1 %, pour s'établir à 85 % en 2021, 75 % des pays en situation d'urgence humanitaire ont montré des signes de reprise en 2021, contre 73 % en 2020. Grâce au soutien de l'UNICEF, 77,9 millions d'enfants ont été vaccinés contre la rougeole en 2022, soit plus de 27 millions d'enfants supplémentaires dans les pays touchés par des crises humanitaires. Plus de 412 millions de doses du nouveau vaccin antipoliomyélitique oral de type 2 ont été expédiées vers 23 pays et 81 pays ont reçu plus de 794 millions de doses de vaccin antipoliomyélitique oral bivalent.

26. L'UNICEF a aidé 143 pays à fournir des services de vaccination contre la COVID-19 dans le cadre d'activités d'approvisionnement, de gestion de la chaîne du

¹⁷ UNICEF, « Ready-to-Use Therapeutic Food Supply Alert » (juin 2022).

froid et de la logistique, de génération des demandes, de suivi et d'évaluation. Avec ses partenaires, l'UNICEF a continué à piloter le Mécanisme COVAX, la plus vaste opération d'approvisionnement et de livraison de vaccins de l'histoire, et a livré 977,8 millions de doses de vaccins anti-COVID-19 à 92 pays et territoires en 2022, dont 100,8 millions de doses pour le compte de l'initiative du Fonds africain pour l'acquisition des vaccins de l'Union africaine. Il a livré 7,92 millions de tests de dépistage de la COVID-19 et 321 millions d'équipements de protection individuelle pour protéger les soignants et soutenir la continuité des services de santé dans 121 pays, ainsi que 69 usines de production d'oxygène (« Oxygen Plants-in-a-Box ») – l'innovation de produit la plus rapide de l'histoire de l'UNICEF – pour aider 27 pays à augmenter rapidement leur capacité de production en oxygène.

27. La mobilisation de la population et les programmes visant à faire évoluer les comportements et la société, en particulier par la communication sur les risques et la mobilisation communautaire, ont été essentiels pour résoudre les problèmes liés à la COVID-19 et à la vaccination systématique, y compris les obstacles comportementaux et l'accès limité aux services. Dans des pays comme l'Afrique du Sud, le Bangladesh, le Ghana, le Niger, le Nigéria, le Pakistan et les Philippines, l'analyse comportementale, le prototypage rapide, les données de la veille sur les médias sociaux, la mobilisation des jeunes et les processus de consultation locale sur des solutions de proximité ont contribué à augmenter le taux de vaccination.

28. Concernant les résultats du point de vue des réalisations, la riposte mondiale au VIH a progressé, notamment en ce qui concerne l'accès des femmes enceintes et des enfants vivant avec le VIH à des traitements. La couverture mondiale des traitements antirétroviraux est passée de 80 % à 82 % chez les femmes enceintes et allaitantes, et de 50 % à 52 % chez les enfants âgés de 0 à 14 ans. L'UNICEF a soutenu des interventions et des politiques visant à améliorer l'accès aux services et leur qualité dans 37 pays prioritaires en matière de VIH. Trente-deux pays ont mis en place un ensemble complet d'interventions pour le traitement pédiatrique du VIH dans le cadre des soins de santé primaires et 35 pays ont intégré des outils de diagnostic du VIH innovants dans leurs structures de soins primaires.

29. Les services de développement du jeune enfant ont été intégrés aux soins de santé primaires dans 65 pays, contre 61 en 2021. Ces services comprenaient des activités d'éveil du jeune enfant et des soins adaptés, le suivi de leur développement, la détection précoce des enfants présentant des retards de développement et des handicaps et une intervention adaptée, ainsi que les programmes d'éducation parentale. En 2022, 31 % des bureaux de pays de l'UNICEF – 22 % en 2021 – ont satisfait aux critères de référence de l'organisation en matière d'intégration des programmes d'éducation parentale. L'UNICEF a distribué 19 869 nécessaires d'urgence pour le développement du jeune enfant dans 37 pays.

30. L'UNICEF a soutenu la mise en œuvre de programmes et de services de santé pour les adolescents dans les soins de santé primaires et par l'intermédiaire des établissements scolaires ou de plateformes numériques dans 37 pays, contre 27 en 2021. Plus de 4,7 millions d'adolescents ont bénéficié de services de santé en matière de sexualité et de procréation financés par l'UNICEF. Vingt-deux bureaux de pays ont mené des activités de sensibilisation et de soutien politique pour intégrer les maladies non transmissibles, et 12 se sont concentrés sur la prévention et la gestion des traumatismes. L'UNICEF s'est attaqué à la prise en compte des risques pour la santé environnementale dans 20 pays en vue de protéger la santé des enfants contre les effets des changements climatiques et de la pollution, et a renforcé les établissements de santé résilients aux changements climatiques et durables sur le plan environnemental dans 59 pays, notamment en fournissant 12 514 armoires à vaccins fonctionnant à l'énergie solaire.

31. Bien que les progrès soient encore relativement lents, notamment parce qu'il s'agit d'un domaine d'engagement direct assez nouveau, 67 pays ont intégré des services de santé mentale aux soins de santé primaires, y compris par l'intermédiaire des établissements scolaires et des plateformes numériques depuis 2021. Quarante et un pays ont mis en place des approches multisectorielles de la santé mentale des personnes s'occupant d'enfants en 2022. L'UNICEF a porté ses efforts sur l'amélioration de la qualité et le développement des services, comme en témoigne l'augmentation de leur portée dans les pays ayant communiqué des données, et a beaucoup investi pour renforcer la fourniture de services de santé mentale aux enfants, aux adolescents, aux parents et aux personnes s'occupant d'enfants dans les soins de santé primaires et par l'intermédiaire des établissements scolaires, des plateformes numériques ou de protection sociale, selon les contextes nationaux et les populations visées.

32. Afin d'améliorer la situation des enfants, l'UNICEF a plaidé efficacement pour la santé et le bien-être des femmes et des enfants via un engagement de haut niveau sur des plateformes et dans des partenariats mondiaux en matière de santé et de nutrition, notamment Gavi, le Mécanisme de financement mondial, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le Comité des organismes coparrainants du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida et le Conseil de surveillance de la poliomyélite. Parallèlement, il a mené une réflexion et une action mondiales pour mettre fin aux trois aspects de la malnutrition (dénutrition, carence en oligoéléments et surpoids) et pour améliorer l'alimentation, l'environnement alimentaire et les pratiques alimentaires des enfants.

33. En 2022, 182,4 millions d'enfants de moins de 5 ans ont bénéficié de services de prévention, de détection et de traitement précoces de l'émaciation, dont 7,3 millions d'enfants souffrant d'émaciation sévère ou d'autres formes de malnutrition aiguë sévère ont été admis en traitement, y compris dans des contextes humanitaires. Soixante-treize pays ont mis en œuvre des programmes de prise en charge des enfants souffrant d'émaciation sévère dans le cadre d'un ensemble de services essentiels en matière de nutrition et de santé pour les enfants, contre 67 pays en 2021, et 33 pays ont mis en place des approches simplifiées pour la détection et le traitement précoces.

34. L'UNICEF a aidé 34 pays dans sept régions à adopter des politiques et des réglementations visant à améliorer l'environnement alimentaire des enfants et à prévenir la malnutrition chez les enfants et les adolescents. Soixante-huit pays disposaient d'une politique nationale en faveur de la protection, de la promotion et du soutien à la nutrition optimale des enfants, y compris des mesures législatives destinées à protéger les enfants des pratiques nocives assurant la promotion ou le marketing des substituts du lait maternel ou de boissons et produits alimentaires. L'UNICEF a soutenu des activités de sensibilisation aux niveaux mondial, régional et national pour définir des politiques publiques et des normes destinées au secteur privé concernant l'enrichissement à grande échelle des aliments de base, en s'appuyant sur des travaux antérieurs sur l'enrichissement du sel en iode, qui a permis d'éliminer presque totalement la carence en iode chez les enfants et les femmes au niveau mondial. En 2022, 44 pays ont soutenu l'enrichissement à grande échelle de la farine de blé en fer et d'autres micronutriments, contre 38 en 2021, pour éliminer l'anémie ferriprive, qui joue un rôle majeur dans les lésions cérébrales et les mauvais résultats scolaires.

35. Grâce à sa collaboration avec le système éducatif, l'UNICEF a poursuivi et accéléré son action en faveur de la nutrition des enfants et des adolescents d'âge scolaire dans 63 pays. Principalement par l'intermédiaire de programmes scolaires,

116,2 millions d'enfants âgés de 5 à 19 ans ont bénéficié de programmes de prévention de l'anémie et de toutes les formes de malnutrition tenant compte du genre.

B. Groupe d'objectifs 2 : Chaque enfant apprend

36. 2022 a été une année de transition entre une intervention d'urgence en matière d'éducation à l'échelle mondiale et la reprise. Même si en septembre 2022, tous les pays avaient mis fin à la fermeture prolongée des écoles en raison de la pandémie, les perturbations dans le secteur de l'éducation ont persisté – tout comme les pertes d'apprentissage dues à leurs effets cumulatifs qui ont touché de manière disproportionnée les enfants et les jeunes les plus marginalisés, en particulier les filles. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, le taux de pauvreté des apprentissages chez les enfants – qui était déjà de 57 % avant la pandémie – a atteint 70 %¹⁸. La pandémie n'a fait qu'exacerber l'exclusion des élèves handicapés, dont beaucoup ont eu du mal à suivre un apprentissage à distance, car les pouvoirs publics avaient tardé à fournir des contenus accessibles et les services d'appui nécessaires¹⁹. Malgré les difficultés, des efforts considérables ont été faits pour aider les élèves à rattraper leur retard d'apprentissage, notamment en utilisant la technologie et des méthodes d'apprentissage accéléré.

37. L'UNICEF a travaillé sur le Groupe d'objectifs 2 dans 148 pays en 2022. Le montant total des dépenses pour ce Groupe d'objectifs s'est élevé à 1,6 milliard de dollars, dont 0,9 milliard pour l'action humanitaire. Au niveau des réalisations, les taux de progression dans les deux domaines de résultats du Groupe d'objectifs 2 ont été de 81 % en moyenne.

38. Grâce au soutien de l'UNICEF, 37,9 millions d'enfants et d'adolescents non scolarisés (dont 49 % de filles) ont eu accès à l'éducation en 2022 (3,2 millions dans l'enseignement préprimaire), y compris 3,1 millions d'enfants en situation de déplacement et 18,6 millions d'enfants vivant dans des situations de crise humanitaire. Du matériel pédagogique a été distribué à 28,3 millions d'enfants, dont 3,8 millions vivant dans des situations de crise humanitaire, et 85 099 comités de gestion scolaire ou organismes similaires ont été formés dans le cadre de programmes soutenus par l'UNICEF. Quarante-sept pour cent des pays soutenus par l'UNICEF disposaient d'un système d'accès à des possibilités d'apprentissage inclusif de qualité et favorisant l'équité entre les genres et 49 % favorisaient la participation effective des élèves et de la communauté au système éducatif.

39. Au Népal, où près d'un tiers des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans, l'UNICEF s'est associé au Gouvernement et à des organisations locales de la société civile pour mettre en place un programme d'enseignement visant à doter les adolescentes âgées de 10 à 19 ans de compétences en communication et d'autres compétences utiles de la vie courante, ainsi que de compétences d'encadrement dispensé dans des établissements scolaires, y compris dans des zones reculées ou rurales et dans les écoles religieuses. En Afghanistan, où l'UNICEF a considérablement élargi le programme d'éducation communautaire, le nombre d'enfants vulnérables en ayant bénéficié a été multiplié par deux, soit plus de 286 000 filles dans 28 provinces.

¹⁸ Défini par la Banque mondiale comme le pourcentage d'enfants de 10 ans incapables de lire et comprendre un texte simple. Voir <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/06/23/70-of-10-year-olds-now-in-learning-poverty-unable-to-read-and-understand-a-simple-text>.

¹⁹ UNICEF, *Disability Inclusion Policy, and Strategy 2022–2030* (New York, décembre 2022). Voir www.unicef.org/unicef-disability-inclusion-policy-and-strategy-dipas-2022-2030.

40. En plus de soutenir le relèvement après la pandémie de COVID-19, l'UNICEF a continué à négocier avec des parties à des conflits et des groupes armés pour protéger les établissements scolaires contre les attaques et encourager les pays à approuver et à respecter la Déclaration sur la sécurité dans les écoles ; 116 pays l'avaient approuvée en novembre 2022. La Colombie, le Congo et la Tunisie sont les derniers pays à s'être engagés à l'appliquer.

41. Les programmes de l'UNICEF ont fait participer 16,1 millions d'adolescents (45 % de filles) à des initiatives civiques dans 89 pays, dont plus de 344 000 à des actions humanitaires. Bien que leur nombre total soit inférieur de 20 % au niveau d'étape fixé pour 2022 – en raison de la baisse du nombre d'adolescents engagés dans l'action humanitaire à mesure que la réponse à la COVID-19 était réduite au niveau mondial – le nombre d'adolescents engagés dans des contextes de développement continue de progresser (près de 2 millions pour la seule année 2022).

42. En collaboration avec plus de 3 000 partenaires des secteurs public et privé, les Nations Unies et la société civile, Génération sans limites a touché plus de 100 millions de jeunes (âgés de 10 à 24 ans) dans plus de 80 pays des six continents en leur offrant des compétences et des possibilités d'entrepreneuriat, d'emploi et d'impact social, en mettant l'accent sur la technologie, l'égalité des genres et l'action climatique. Le Partenariat pour l'éducation et les compétences des filles a été lancé en 2022, en partenariat avec le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de partenaires du secteur privé²⁰. Ces quatre prochaines années, il permettra à plus d'un million d'adolescentes et de jeunes femmes au Bangladesh, en Inde et au Nigéria d'acquérir des compétences pour l'avenir du travail.

43. En 2022, 2,2 millions de jeunes dans 42 pays ont suivi le Programme UPSHIFT et acquis des compétences dans le domaine de l'entrepreneuriat social. En République-Unie de Tanzanie, où il manque près de 90 000 enseignants dans l'enseignement préprimaire et primaire, l'UNICEF et le Gouvernement ont piloté un modèle d'engagement volontaire de 2 500 enseignants environ dans une région. De jeunes enseignants diplômés seront engagés comme volontaires dans le cadre de projets et seront ensuite intégrés progressivement dans la fonction publique.

44. Lors du Sommet sur la transformation de l'éducation, une initiative essentielle de *Notre programme commun : Rapport du Secrétaire général* pour mobiliser l'action pour surmonter la crise de l'apprentissage, l'UNICEF a souligné qu'il était urgent de s'attaquer à la fracture numérique en s'appuyant sur la connectivité et le développement des compétences, afin de toucher les centaines de millions d'enfants laissés pour compte, en majorité des filles. Avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'UNICEF a lancé les « Passerelles vers l'apprentissage numérique public », une initiative multipartenaires visant à garantir que chaque apprenant, enseignant et famille a accès à des contenus éducatifs numériques et des plateformes d'apprentissage de qualité et peut les utiliser. L'UNICEF a également attiré l'attention sur l'évolution défavorable du sous-investissement dans l'éducation ainsi que sur les inégalités dans le financement de l'éducation publique, et alloué des ressources spécifiques aux enfants les plus pauvres et les plus marginalisés²¹.

45. En 2022, 99 bureaux de pays et comités nationaux de l'UNICEF ont mené des activités de sensibilisation qui se sont traduites par des changements de politique pour lutter contre la crise de l'apprentissage, l'une des priorités mondiales de plaider de

²⁰ Accenture, Cognizant, Coursera, Microsoft, Pearson, PwC, Standard Chartered, Unilever, United Bank for Africa et Vodafone.

²¹ Voir UNICEF, *Transforming Education with Equitable Financing* (New York, janvier 2023).

l'UNICEF. Dix gouvernements ont approuvé l'Engagement pour l'action en faveur de l'apprentissage fondamental et accepté de résoudre la crise de l'apprentissage, et 10 pays ont déployé la « Plus grande leçon du monde », qui met en lumière l'éducation et le Sommet sur la transformation de l'éducation.

C. Groupe d'objectifs 3 : Chaque enfant est protégé contre la violence et l'exploitation

46. Une accélération significative des progrès est nécessaire dans tous les domaines pour atteindre les objectifs de développement durable relatifs à la protection de l'enfance. Les risques qui pèsent sur la protection des enfants sont plus élevés pour les enfants vivant dans des pays fragiles et en situation de conflit qui sont très loin d'atteindre les cibles des objectifs de développement durable, pour les enfants en déplacement, pour les enfants privés de soins familiaux, dont 2,9 millions seraient placés en institution dans le monde, et pour les enfants privés de liberté, dont plus de 410 000 sont privés de liberté par l'administration de la justice²². Après avoir reculé ces dernières décennies, les mariages d'enfants et les mutilations génitales féminines devraient repartir à la hausse. Vingt pays d'Afrique sont sur la bonne voie et devraient avoir mis en place l'enregistrement universel des naissances d'ici à 2030, mais au niveau mondial, un quart des enfants de moins de 5 ans n'a jamais été officiellement enregistré à sa naissance²³. Par ailleurs, la croissance exponentielle de la violence contre les enfants dans le monde virtuel pose d'autres défis complexes qui devront être relevés pour réaliser les objectifs de développement durable.

47. L'UNICEF a œuvré à la réalisation du Groupe d'objectifs 3 dans 151 pays en 2022. Le montant total des dépenses pour ce Groupe d'objectifs a été de 900 millions de dollars, dont 500 millions pour l'action humanitaire. Au niveau des réalisations, l'UNICEF a maintenu le cap, comme en témoigne l'augmentation importante du nombre d'enfants privés de protection parentale qui ont bénéficié d'une prise en charge en milieu familial – par opposition au placement en institution –, qui est passé de 27 % (environ 404 000) en 2021 à 41 % (environ 2,6 millions) en 2022. Le nombre de pays assurant le suivi des informations relatives à la prestation de services et à l'orientation vers les services d'aide psychosociale et de soutien en matière de santé mentale pour les enfants et les adolescents a plus que doublé – de 23 pays en 2021 à 49 en 2022. Aucun changement significatif n'a été observé concernant les indicateurs des stratégies porteuses de transformation sociale et de changement comportemental, tels que la perception des châtiments corporels infligés aux enfants ou de la violence au sein du couple, autant de domaines pour lesquels il faut généralement attendre plusieurs années avant d'obtenir des résultats.

48. Au niveau des réalisations, les taux de progression ont dépassé 90 % des niveaux d'étape fixés pour 2022 dans deux des trois domaines de résultats du Groupe d'objectifs 3. L'UNICEF a intensifié sa programmation en matière de prévention et d'intervention dans tous les domaines de résultats, ce qui s'est traduit par une forte augmentation du nombre d'enfants, d'adolescents et d'adultes touchés par les priorités programmatiques, notamment les pratiques parentales, les services de santé mentale et de soutien psychosocial, ainsi que les interventions de prévention et de protection visant à lutter contre les mutilations génitales féminines et les mariages d'enfants. Dans les situations de crise humanitaire, le soutien de l'UNICEF a permis à plus de 26 millions de personnes concernées et à 7,9 millions d'enfants en déplacement de bénéficier de tout un éventail d'interventions. Les taux de progression

²² UNICEF, « Justice for children », page Web. Voir <https://data.unicef.org/topic/child-protection/justice-for-children/>.

²³ UNICEF, *A Statistical Update on Birth Registration in Africa* (New York, 2022).

relativement modestes des réalisations dans le domaine de résultat 2 s'expliquent par la baisse du nombre de pays ayant fourni des données sur la gestion des cas humanitaires (de 84 à 66 pays), due en partie au ralentissement de la programmation liée à la COVID-19 et aux répercussions d'autres situations humanitaires sur les systèmes de protection et de prise en charge de l'enfance.

49. Une intégration plus forte des programmes à d'autres secteurs – notamment la santé, la nutrition, l'éducation et la protection sociale – a été la pierre angulaire de la transition vers la prévention. En 2022, le nombre de pays offrant des possibilités de collaboration entre le système de santé et les services d'état civil pour faciliter l'enregistrement des naissances – un facteur déterminant pour faire progresser l'accès universel – est passé à 59, contre 54 en 2021. L'UNICEF a favorisé les partenariats public-privé, notamment avec le secteur des technologies, pour prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles en ligne visant des enfants ; il a également collaboré avec l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) pour renforcer les activités de prévention dans le secteur de la justice pénale.

50. Le nombre de mères, de pères et de personnes ayant la charge d'enfants ayant bénéficié de programmes d'éducation parentale financés par l'UNICEF a connu une croissance exponentielle – de 3 millions en 2021, leur nombre a atteint 11,8 millions en 2022. Le recours plus important aux médias de masse pour renforcer les compétences parentales et remettre en question les normes sociales a été particulièrement efficace dans les pays fortement très peuplés, notamment au Bangladesh (3,8 millions de personnes sensibilisées) et aux Philippines (4,2 millions de personnes sensibilisées). Grâce au soutien de l'UNICEF, le nombre d'enfants, d'adolescents, de parents et de personnes s'occupant d'enfants ayant bénéficié de services communautaires d'aide psychosociale et de soutien en matière de santé mentale a plus que doublé, puisque leur nombre est passé de 12 millions en 2021 à 25,2 millions en 2022, avec des augmentations notables en Afghanistan et en Ukraine pour soutenir les populations touchées par la crise.

51. Dans le cadre d'une autre composante essentielle de la prévention, l'UNICEF a mis l'accent sur le changement social, l'évolution des comportements et la programmation porteuse de transformations en matière d'égalité des genres pour lutter contre les déterminants de la violence, de l'exploitation et des pratiques néfastes pour les enfants. Le nombre de personnes ayant participé à des échanges constructifs pour remettre en question les normes sociales et de genre discriminatoires et les pratiques néfastes a augmenté de 40 %, passant de 22,3 millions en 2021 à 31,1 millions en 2022. Le nombre de filles et de femmes ayant bénéficié d'interventions de prévention et de prise en charge pour lutter contre les mariages d'enfants et les mutilations génitales féminines a doublé depuis 2021 ; elles ont été 17,2 millions et un peu plus de 383 000, respectivement, à en bénéficier.

52. L'UNICEF a renforcé son action pour rendre les systèmes de protection de l'enfance plus efficaces, résilients et inclusifs. En témoigne sa nouvelle politique et stratégie d'inclusion du handicap pour 2022-2030²⁴, dans laquelle il s'attache en priorité à une approche de la protection de l'enfance tenant compte du handicap. Afin de promouvoir l'inclusion des enfants réfugiés et de leurs familles dans les plans, budgets, ensembles de données et systèmes de fourniture de services nationaux, et prévenir l'apatridie chez les enfants, l'UNICEF et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ont élaboré un cadre de collaboration stratégique, en s'appuyant sur leur solide collaboration et sur les enseignements tirés du Plan d'action conjoint pour les enfants réfugiés pour 2020-2022. Le nouveau Cadre de collaboration

²⁴ UNICEF, *Disability Inclusion Policy, and Strategy 2022–2030* (New York, décembre 2022). Voir www.unicef.org/unicef-disability-inclusion-policy-and-strategy-dipas-2022-2030.

stratégique de l'UNICEF et de l'Organisation internationale pour les migrations donne également la priorité aux mesures visant à renforcer les systèmes nationaux de protection de l'enfance et intègre les enfants migrants.

53. Dans 109 pays, l'UNICEF est venu en aide 4,7 millions d'enfants victimes de violences qui ont eu accès à différents services (santé, travail social, justice ou police), soit une augmentation de 7 % par rapport à 2021. L'UNICEF a dirigé la création de la Classification internationale de la violence contre les enfants, qui a été approuvée en tant que norme internationale et qui facilitera la convergence des définitions nationales et des activités de collecte de données, et d'améliorer sensiblement la disponibilité des données.

54. L'UNICEF a permis à plus de 5 millions de femmes et d'enfants dans 65 pays de bénéficier de mesures d'atténuation des risques de violence de genre et à près de 6 millions de femmes et d'enfants dans 64 pays de bénéficier de programmes de prévention de cette forme de violence. Des systèmes de prévention et de lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ont été déployés dans tous les bureaux de pays et partenaires de réalisation, et l'UNICEF a œuvré auprès des populations locales pour renforcer les mécanismes de plainte et mener des activités de sensibilisation. En 2022, 65 bureaux de pays disposaient d'un système de protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, contre 53 en 2021. Au niveau mondial, plus de 49 millions d'enfants et d'adultes ont désormais accès à un moyen sûr et accessible pour signaler les cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par le personnel chargé de l'action humanitaire, du développement, de la protection ou autre dans 110 pays.

55. L'UNICEF a continué à investir dans le renforcement de la surveillance et du signalement des infractions graves commises contre des enfants dans les situations de conflit, afin de prévenir les violations, de les faire cesser et d'aider les enfants concernés. Dans 17 pays, l'UNICEF a offert une protection ou une aide à la réinsertion à 58 % des enfants visés et auparavant associés à une force ou à un groupe armé. Il a soutenu plus de 9,8 millions d'enfants dans des zones touchées par des mines terrestres et d'autres armes explosives dans le cadre d'interventions de prévention ou d'aide aux victimes, soit une augmentation de 89 % par rapport à 2021. Les efforts de sensibilisation de haut niveau menés par l'UNICEF ont favorisé l'élaboration de la Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées, une avancée essentielle pour protéger les enfants, qui représentent plus de la moitié des victimes civiles des mines terrestres et des restes explosifs de guerre.

D. Groupe d'objectifs 4 : Chaque enfant vit dans un environnement sûr et propre

56. Au niveau mondial, l'amélioration de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH) progresse, mais pas à un rythme suffisant pour atteindre l'objectif de développement durable 6. Le manque de financement, les effets de plus en plus manifestes des changements climatiques sur les systèmes WASH et les crises humanitaires généralisées freinent les avancées et menacent d'annuler les progrès accomplis.

57. Parallèlement, plus de la moitié des enfants – environ un milliard – sont exposés à un risque extrême du fait des phénomènes climatiques. Les vagues de chaleur extrême touchent 559 millions d'enfants et toucheront l'ensemble des 2,02 milliards d'enfants de la planète d'ici à 2050, quels que soient les efforts déployés pour réduire

les émissions de gaz à effet de serre²⁵. Les enfants sont plus vulnérables que les adultes aux effets des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement – ils sont aussi des agents essentiels du changement pour un avenir plus durable.

58. L'UNICEF a œuvré à la réalisation du Groupe d'objectifs 4 dans 156 pays en 2022. Le montant total des dépenses pour ce Groupe d'objectifs s'est élevé à 1,3 milliard de dollars, dont 900 millions pour l'action humanitaire. Au niveau des réalisations, les taux de progression ont dépassé 100 % des niveaux d'étape fixés pour 2022 dans deux des trois domaines de résultats du Groupe d'objectifs 4. L'UNICEF progresse de manière très satisfaisante pour financer des services WASH sûrs. En 2022, 26 millions de personnes (dont 894 000 personnes handicapées) ont eu accès à des services d'assainissement de base, 30,6 millions (dont 1,4 million de personnes handicapées) à des services d'approvisionnement en eau de base et disponible en temps voulu et 23,6 millions (dont 1,1 million de personnes handicapées) à des services d'hygiène de base. Plus de 88 % des personnes ayant accès à ces services vivaient dans des pays fragiles, où l'UNICEF concentre ses aides directes. En 2022, 17,5 millions d'adolescentes et de femmes, dont 3,7 millions vivent dans une situation de crise humanitaire, ont bénéficié de services de santé et d'hygiène menstruelles ou d'information.

59. En 2022, l'UNICEF a fourni des services WASH à plus de 39 millions de personnes dans un contexte de crise humanitaire, notamment dans le cadre d'interventions majeures pour faire face à la guerre en Ukraine, aux inondations au Pakistan, ainsi qu'au conflit et à la grave sécheresse qui sévissent en Éthiopie et dans les pays voisins. Face à l'épidémie mondiale de choléra qui a frappé le nombre sans précédent de 30 pays en 2022, l'UNICEF s'est mobilisé, notamment par des interventions de soutien d'urgence en République arabe syrienne, au Liban et dans d'autres pays qui n'avaient enregistré aucun cas de choléra depuis des années. Le soutien de l'UNICEF au renforcement des systèmes WASH en 2022, dans les contextes de développement et dans les contextes humanitaires, a permis à 32 939 établissements scolaires et à 10 827 établissements de soins d'être équipé d'un système complet de services WASH de base.

60. Le renforcement des systèmes WASH est une priorité pour l'UNICEF, qui en a fait un domaine de résultats à part entière. Si des résultats ont été obtenus dans les domaines du financement, du suivi de la durabilité des systèmes WASH et de la promotion du lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix, les progrès accomplis dans le domaine de l'amélioration des installations en général ont été plus modestes, à l'image du sous-investissement et de la dépendance excessive des ressources ordinaires et des ressources thématiques limitées. Le renforcement des systèmes fait le lien entre les résultats et les changements au niveau des réalisations ; en tant que tel, il doit être une priorité absolue et les partenaires donateurs doivent être davantage sensibilisés pour obtenir des ressources financières plus souples.

61. L'UNICEF a intensifié son action pour augmenter le financement du secteur WASH par les partenaires gouvernementaux, en travaillant avec le secteur privé et en s'engageant davantage dans des mécanismes de financement novateurs tels que le nouveau groupe de haut niveau du Programme d'investissement pour l'eau en Afrique²⁶. L'UNICEF et ses partenaires ont publié de nouvelles directives concernant l'élaboration de stratégies nationales chiffrées et inclusives pour financer le secteur WASH – un élément clé de son action – et neuf pays avaient mis en œuvre leurs stratégies en 2022. Quinze pays ont augmenté les financements provenant de sources

²⁵ UNICEF, *The Coldest Year of the Rest of their Lives: Protecting Children from the Escalating Impacts of Heatwaves* (New York, octobre 2022).

²⁶ Voir <https://aipwater.org/high-level-panel/>.

publiques ou privées grâce au soutien, au moins en partie, de l'UNICEF ; c'est notamment le cas au Bangladesh, qui a investi 240 millions de dollars de fonds publics pour étendre à l'ensemble du pays l'approche pilotée par l'UNICEF pour réduire les concentrations d'arsenic dans l'eau.

62. Afin d'avancer plus rapidement dans la réalisation de la cible de l'objectif de développement durable des ODD relative à l'assainissement, la moins avancée de toutes les cibles des ODD²⁷, l'UNICEF a décidé de changer son orientation programmatique, comme indiqué dans la Stratégie 2022-2030 de l'UNICEF pour un assainissement géré en toute sécurité²⁸ qui vise à aider 1 milliard de personnes à accéder à un assainissement géré en toute sécurité d'ici à 2030 grâce à un soutien direct et au renforcement des systèmes WASH au niveau national.

63. Grâce au soutien de l'UNICEF, 5,4 millions de personnes utilisent des systèmes d'eau résilients aux changements climatiques, 3,2 millions utilisent des installations sanitaires résilientes aux changements climatiques et la prise en compte institutionnelle de la résilience dans les politiques et les plans nationaux a progressé. En 2022, l'UNICEF a construit 1 855 systèmes d'eau solaire qui fournissent de l'eau potable aux populations, aux établissements de soins et aux établissements scolaires, et a élargi les services de soutien technique, notamment par le biais de centres techniques régionaux solaires.

64. Des progrès ont été accomplis dans le domaine de la sécurité de l'approvisionnement en eau, notamment grâce à une vaste initiative visant à soutenir les efforts nationaux en matière de suivi et de gestion des ressources en eaux souterraines alors qu'elles sont de plus en plus vulnérables aux changements climatiques et l'unique source d'approvisionnement pour plus de la moitié de la population dans les pays du programme²⁹. L'initiative More Water More Life a fourni des données cartographiques innovantes pour faire face aux pénuries d'eau en Afrique de l'Est et en Afrique australe grâce à des solutions abordables. En Éthiopie et à Madagascar, des projets pilotes ont permis de cartographier les eaux souterraines et d'approvisionner en eau plus de 1,1 million d'enfants à un coût avantageux ; ces projets pourraient être reproduits à grande échelle dans d'autres pays de la région.

65. En 2022, l'UNICEF a considérablement accéléré ses travaux sur le climat, l'environnement, les énergies durables et la réduction des risques de catastrophe. La même année, 69 pays, contre 37 en 2021, ont mis en œuvre des programmes sensibles aux besoins des enfants pour renforcer leur résilience aux changements climatiques et aux catastrophes et promouvoir la durabilité environnementale. Avec le soutien de l'UNICEF, 16 gouvernements nationaux ont élaboré des cadres de préparation sur la base d'évaluations des risques pour les enfants, tandis que dans 28 pays, l'UNICEF a utilisé des projections climatiques à long terme pour adapter de nombreux secteurs sociaux comme la santé, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et l'éducation, en vue de minimiser les effets néfastes des changements climatiques.

66. À la COP27, les activités de sensibilisation à l'Initiative relative aux droits environnementaux des enfants menées par l'UNICEF auprès de ses partenaires ont abouti à la reconnaissance officielle du rôle des enfants et des jeunes en tant qu'agents de changement dans l'action climatique, et les parties ont été invitées à les inclure dans leurs processus de conception et de mise en œuvre de leurs politiques et actions climatiques. L'organisation a veillé à ce que la résilience des services sociaux destinés

²⁷ OMS et UNICEF, *Progress on Household Drinking Water, Sanitation and Hygiene 2000–2020: Five years into the SDGs* (Genève, 2021).

²⁸ Voir www.unicef.org/documents/sanitation-game-plan.

²⁹ Voir www.unwater.org/publications/un-world-water-development-report-2022.

aux enfants et d'autres priorités les concernant reçoivent davantage d'attention dans les débats sur le financement de l'action climatique et des mesures d'adaptation.

E. Groupe d'objectifs 5 : Chaque enfant a les mêmes chances de réussir dans la vie

67. Le nombre d'enfants et de familles plongés dans la pauvreté a augmenté du fait des incidences de la crise polymorphe. En 2022, la moitié des 1,2 milliard de personnes touchées par la pauvreté multidimensionnelle avait moins de 18 ans³⁰. La même année, la pauvreté touchant les enfants a explosé en Europe et en Asie centrale, la guerre en Ukraine et l'inflation galopante plongeant 4 millions d'enfants dans la pauvreté, soit 19 % de plus qu'en 2021³¹.

68. Pour remédier aux privations dont souffrent les enfants et progresser dans la réalisation de l'objectif de développement durable n° 1 et des autres ODD, il faut accélérer la mise en place de la couverture sociale, en particulier pour les enfants. Si cette couverture a progressé pendant la pandémie de COVID, seule une partie des programmes mis en œuvre ont été maintenus en 2022. Moins d'une mesure de protection sociale sur cinq entreprises à l'échelle mondiale pendant la pandémie a pris en compte la question du genre³² et, malgré l'augmentation des besoins, seulement un tiers des adultes en âge de travailler et souffrant de graves handicaps dans le monde et moins de 10 % de ceux qui vivent dans des pays à faible revenu ont bénéficié de pensions d'invalidité. Les enfants en situation de déplacement sont encore largement exclus des systèmes nationaux de protection sociale³³.

69. L'UNICEF a œuvré à la réalisation du Groupe d'objectifs 5 dans 155 pays en 2022. Le montant total des dépenses pour ce Groupe d'objectifs s'est élevé à 1 milliard de dollars, dont 700 millions pour l'action humanitaire. Au niveau des réalisations, les taux de progression ont dépassé 90 % des niveaux d'étape fixés pour 2022 dans les deux domaines de résultats du Groupe d'objectifs 5.

70. En 2022, 38 pays ont indiqué que les mesures de la pauvreté touchant les enfants, l'analyse et la campagne de sensibilisation réalisées par l'UNICEF s'étaient traduites par des changements décisifs. Au Viet Nam, grâce au soutien technique et à la campagne de sensibilisation de l'UNICEF, les investissements dans le développement du capital humain et les dépenses sociales en faveur des enfants ont

³⁰ On parle de pauvreté monétaire à partir du moment où les revenus d'un ménage sont inférieurs à un certain montant – la Banque mondiale, par exemple, fixe le seuil de l'extrême pauvreté à 2,15 dollars par jour –, mais la pauvreté n'est pas qu'une question d'argent et englobe le manque de biens essentiels comme un toit, de la nourriture, de l'eau, des services de santé ou des services de protection. Outre le critère de la pauvreté monétaire, la pauvreté multidimensionnelle évalue l'accès des enfants à des biens et services qui sont indispensables à leur plein épanouissement et essentiels pour la réalisation de leurs droits. Voir <https://hdr.undp.org/content/2022-global-multidimensional-poverty-index-mpi#/indicies/MPI>.

³¹ UNICEF, « The impact of the war in Ukraine and subsequent economic downturn on child poverty in Eastern Europe and Central Asia », séminaire régional (2022). Voir <http://www.unicef.org/eca/reports/impact-war-ukraine-and-subsequent-economic-downturn-child-poverty-eastern-europe>.

³² Maja Gavrilovic et autres, « Gender-Responsive Social Protection Post-COVID-19 », *Science*, vol. 375, n° 6585 (10 mars 2022).

³³ Organisation de coopération et de développement économiques, *Social Protection for the Forcibly Displaced in Low- and Middle-Income Countries : A Pathway for Inclusion* (1^{er} juillet 2022) ; et Rebecca Holmes et Christina Lowe, *Strengthening Inclusive Social Protection Systems for Displaced Children and Their Families : Accelerating Momentum towards Child-Sensitive, Shock-Responsive Social Protection* (Londres, ODI et New York, UNICEF, 2023).

augmenté et les objectifs essentiels et les indicateurs sur l'enfance ont été inclus dans les plans de développement socioéconomique des provinces.

71. L'année a été marquée par une baisse générale du nombre de pays ayant mesuré la pauvreté monétaire touchant les enfants – 74 en 2022, contre 85 en 2021 –, un grand nombre d'entre eux n'ayant pas revu leur méthode d'évaluation depuis 2017 et ayant été exclus des mesures. En revanche, plusieurs pays ont mesuré pour la première fois la pauvreté touchant les enfants ; c'est notamment le cas de la Côte d'Ivoire, du Mexique, du Népal, du Sénégal et de Sri Lanka. Soixante et onze pays ont mesuré la pauvreté multidimensionnelle des enfants, certains pour la toute première fois, comme El Salvador, l'Équateur, la Grèce et la Mauritanie.

72. L'UNICEF a encadré de nombreux partenariats pour accélérer les résultats en matière de protection sociale et de réduction de la pauvreté touchant les enfants, notamment les groupes de travail sur l'égalité des genres et sur l'établissement du lien entre l'aide pécuniaire humanitaire et la protection sociale du Conseil de coopération interinstitutions pour la protection sociale ; l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale, une initiative du Programme commun lancé en 2022 sous l'égide du Secrétaire général ; le groupe de travail Protection sociale universelle à horizon 2030, sur les partenariats de financement ; ainsi que des initiatives nationales, régionales et mondiales réalisées avec le soutien du PNUD sur les dépenses sociales axées sur les enfants, l'atténuation des effets des changements climatiques sur les budgets publics et la mise en œuvre du cadre de financement national intégré pour mettre l'accent sur les besoins des enfants.

73. En 2022, il a été estimé que 68 pays disposaient de systèmes de protection sociale solides ou modérément solides. Grâce au soutien de l'UNICEF, 129 millions d'enfants ont bénéficié des programmes d'assistance en espèces. En revanche, le nombre de ménages ayant bénéficié de transferts en espèces dans le cadre de programmes financés par l'UNICEF est passé à 103,5 millions, une baisse due en partie à la suspension des programmes temporaires de lutte contre la COVID-19 en 2021.

74. La tendance observée depuis 2018 se poursuit : le nombre de pays dotés de systèmes de protection sociale résilients a été porté à 18 en 2022, en partie grâce à la dynamique des programmes de lutte contre la COVID-19 menés par les Gouvernements et grâce à la décision de l'UNICEF d'investir dans une approche globale pour renforcer la capacité des systèmes nationaux à intensifier les transferts en espèces, tout en renforçant sa capacité interne à intervenir simultanément en cas de besoin. En 2022, les systèmes nationaux de plus de 90 pays présentaient une capacité élevée ou moyenne à faire face à des crises en distribuant des espèces.

75. L'UNICEF a multiplié le recours aux transferts en espèces à des fins humanitaires dans le cadre des interventions d'urgence, y compris dans les situations d'urgence de niveau 2 et 3 ; plus de 2,8 millions de ménages dans 43 pays (2,7 millions en 2021) en ont bénéficié. Il a également renforcé sa capacité opérationnelle à mettre en œuvre des programmes de transferts en espèces à des fins humanitaires en temps voulu et tenant compte des risques, en fournissant un soutien technique et opérationnel sur place et à distance dans les pays en situation d'urgence absolue (notamment en Ukraine, en Afghanistan, à Sri Lanka, au Soudan et aux Philippines) et en déployant au Bangladesh, au Kenya, au Népal, aux Philippines, en Slovaquie, au Soudan, à Trinité-et-Tobago, en Ukraine et au Yémen un Écosystème opérationnel et programmatique des transferts en espèces à des fins humanitaires (Humanitarian Cash Operations and Programme Ecosystem), un système de gestion de l'information qui améliore la qualité, la conformité, la responsabilité et la traçabilité des programmes.

76. L'UNICEF a favorisé la collaboration intersectorielle pour favoriser l'inclusion systématique des filles, des enfants handicapés et des enfants en situation de déplacement dans les systèmes de protection sociale. En 2022, l'UNICEF a aidé 60 pays à se mettre en place des systèmes de protection sociale intégrant le handicap, contre 55 en 2021, notamment grâce à des mécanismes d'évaluation et de certification du handicap qui sont essentiels pour cibler le soutien à la protection sociale sur les enfants handicapés et leurs familles. Parallèlement, grâce au soutien de l'UNICEF, les programmes de protection sociale de 37 des 115 pays ayant communiqué des données ont pris en compte les questions de genre et de transformation du genre, contre 22 en 2021.

77. Grâce aux nouveaux efforts portant sur des politiques en faveur des soins et de la famille, 24 pays ont adopté au moins deux des quatre politiques prioritaires (congé parental, soutien à l'allaitement, garde d'enfants et allocations familiales), contre 13 en 2021, avec une marge de progression supplémentaire dans les pays à revenu faible et intermédiaire qui soutiennent les enfants pendant la petite enfance et l'adolescence. Cette augmentation peut être attribuée à la poursuite des activités de sensibilisation menées auprès d'entreprises et de responsables politiques, à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie organisationnelle d'éducation parentale de l'UNICEF, qui donne la priorité au renforcement des environnements favorables, ainsi qu'à la demande croissante d'éducation parentale alors que la charge de travail que représentaient les soins à la famille était de plus en plus lourde pendant la pandémie.

78. L'UNICEF a travaillé avec 144 gouvernements pour améliorer l'efficacité, l'incidence, l'équité et la transparence des financements publics dans l'ensemble des secteurs sociaux et pour mobiliser des financements supplémentaires en vue d'accélérer les progrès. Soixante-dix-huit pays, contre 65 en 2021, ont produit des données pertinentes et renforcé les budgets nationaux de leur secteur social, tandis que 67, contre 55 en 2021, ont coopéré avec des partenaires de développement internationaux et le secteur privé pour mobiliser des ressources en faveur des services sociaux destinés aux enfants.

79. Pour soutenir des environnements urbains adaptés aux enfants, l'UNICEF s'est employé à intégrer les droits de l'enfant dans les législations et les politiques urbaines aux niveaux national et infranational, et a soutenu des actions visant à élaborer des politiques, des plans et des budgets locaux adaptés aux enfants dans 107 pays.

80. La crise humanitaire en Ukraine a confirmé l'importance des pouvoirs locaux pour faire face aux crises. L'UNICEF s'est associé à 39 grandes communes et collectivités territoriales en Europe pour aider les enfants réfugiés d'Ukraine et leurs familles à accéder aux services essentiels dans le cadre des systèmes existants aux niveaux national et infranational, tout en renforçant la capacité des villes à élaborer pour les enfants et leurs familles des politiques d'intégration innovantes qui pourront être appliquées une fois la phase d'aide d'urgence terminée.

III. Efficacité institutionnelle

81. En 2022, l'UNICEF a utilisé ses neuf stratégies de changement prioritaires pour accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable et des droits de l'enfant, et a investi dans ses cinq facteurs institutionnels de réussite, pour devenir un organisme plus agile, fondé sur des valeurs, efficace et rationnel, capable de répondre efficacement au changement et à l'incertitude.

A. Protection des droits de l'enfant

82. Alors que les droits de l'enfant sont gravement menacés et sont moins présents dans les discours sur le développement et l'aide humanitaire, l'UNICEF a collaboré avec les mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies pour attirer l'attention sur tous les droits de l'enfant, notamment auprès du Comité des droits de l'enfant (avec lequel l'UNICEF a tenu sa huitième Réunion biennale), du Comité des droits des personnes handicapées, du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme et de l'Examen périodique universel.

83. L'UNICEF a amplifié son action en faveur des droits des enfants dans le cadre de forums intergouvernementaux et a renforcé sa collaboration avec des institutions nationales des droits de l'homme dotées d'un mandat étendu ainsi qu'avec des institutions indépendantes spécialisées dotées d'un mandat en faveur des droits de l'enfant. L'organisation a soutenu le renforcement de la participation des enfants au processus d'établissement des rapports du Comité des droits de l'enfant. Les trois quarts des bureaux ayant communiqué des données ont aidé les enfants à faire entendre leur voix, en collaboration avec des organisations non gouvernementales (ONG) et des associations ; ils ont soumis au Comité des propositions faites par des enfants, fait participer des enfants aux présessions et aux sessions plénières du Comité, et élaboré des versions des rapports et des recommandations du Comité adaptées aux enfants.

B. Participation des enfants, des jeunes et de leurs communautés

84. Huit millions de U-reporters ont été enregistrés pour la seule année 2022, ce qui porte leur nombre total à 27,5 millions dans 92 pays. U-report a collaboré avec des jeunes vivant dans une situation de crise humanitaire, notamment en Ukraine, au Venezuela et en Amérique centrale. Par ailleurs, 10,6 millions de jeunes bénévoles ont joué un rôle important dans des domaines tels que l'action climatique, la riposte aux pandémies et les secours d'urgence.

85. L'UNICEF a mobilisé 7,4 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes dans des activités de plaidoyer, près de 6,6 millions dans des activités de communication et 27,1 millions sur des plateformes en ligne. Concernant les chaînes de médias sociaux de l'UNICEF, 6 millions de followers avaient 24 ans ou moins. Le lien établi entre La voix des jeunes et les priorités mondiales en matière de sensibilisation a permis d'associer des jeunes aux campagnes de l'UNICEF, tandis que les contenus créés avec de jeunes défenseurs et défenseuses ont contribué à faire entendre la voix des jeunes.

86. La participation des jeunes a été fondamentale dans la bonne performance des projets de l'UNICEF mis en œuvre avec le soutien du Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général des Nations Unies. Au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, l'UNICEF s'est associé au PNUD pour réduire les vulnérabilités communes des populations dans les zones frontalières, en faisant participer des adolescents et des jeunes issus de différents groupes ethniques au dialogue intergénérationnel, aux jeunes ambassadeurs et ambassadrices de la paix, à U-Report et à la formation sur les compétences psychosociales.

87. Dans certains domaines, notamment la protection de l'enfance, la santé mentale, l'éducation, la vaccination, la nutrition, le handicap et le genre, la participation de la population et le changement social et comportemental ont été une composante importante de la programmation pour lever les obstacles à l'accès aux services et à leur utilisation, ainsi que pour faire évoluer les attitudes, les pratiques et les normes

sociales qui sous-tendent les violations des droits de l'enfant. En 2022, 60 % des bureaux de pays ont mis en place ou fait progresser la participation de la population et les normes en matière de changement social et comportemental pour la programmation, contre 32 % en 2021 ; 34 bureaux de pays ont établi des normes relatives à la planification participative, au suivi, au retour d'information et à la responsabilité sociale dans les activités de développement et humanitaires, ce qui marque une étape importante vers l'intégration des voix des enfants et de leurs communautés dans le travail de l'UNICEF.

C. Collaboration avec l'ensemble des partenaires locaux

88. La collaboration étroite avec les partenaires locaux est restée une priorité en 2022 et l'UNICEF a travaillé avec 2 184 partenaires de la société civile (1 634 ONG locales et 550 ONG internationales) dans le cadre de l'action humanitaire. À cette fin, près de 1,5 milliard de dollars en espèces ont été transférés à des partenaires à tous les niveaux. Au total, 482,5 millions de dollars ont été versés à des gouvernements nationaux et 569,2 millions de dollars à des ONG nationales et à des organisations locales, soit au-delà de la cible de 25 % fixée dans le Grand Bargain (pacte relatif au financement de l'action humanitaire). L'UNICEF a décidé que le pourcentage de frais généraux de 7 % s'appliquerait aussi aux organisations locales de la société civile (jusqu'à présent, seules les organisations internationales de la société civile étaient concernées), afin de concrétiser son engagement en faveur de la localisation, du financement de qualité en cascade et du renforcement des capacités des organisations locales de la société civile.

89. L'UNICEF a favorisé la participation des organisations locales dirigées par des femmes et des filles en allouant 7 % de ses fonds humanitaires à environ 647 d'entre elles. L'augmentation des ressources affectées aux organisations locales dirigées par des femmes et des filles reste un défi à plus d'un titre, notamment au regard des capacités locales, de la tolérance au risque des parties concernées et des processus bureaucratiques. En Afghanistan, l'interdiction faite aux femmes de travailler dans l'humanitaire a compromis la fourniture de services de proximité essentiels pour les femmes et les enfants, notamment la vaccination contre la polio et la rougeole, la promotion de l'hygiène et la gestion des cas relevant de la protection de l'enfance, et a entraîné la fermeture de 75 des 117 espaces sûrs pour les femmes et les filles, dans un contexte de risques accrus d'exploitation et d'atteintes sexuelles.

90. Reconnaissant la nécessité de mieux intégrer les programmes humanitaires et de développement pour soutenir des systèmes locaux résilients, l'UNICEF a élaboré de nouvelles directives pour la planification des programmes de pays, qui demandent aux bureaux de pays de prendre en compte les aspects relatifs aux interventions humanitaires, au développement et à la consolidation de la paix dans les nouveaux programmes de pays. L'UNICEF a révisé sa Procédure relative au lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix, qui vise à aider ses programmes à s'attaquer aux causes profondes de la fragilité et à renforcer la résilience.

D. Optimisation des données et défense des enfants

91. L'UNICEF s'est efforcé de suivre l'évolution des perspectives offertes et des problèmes posés par l'évolution des sources de données – y compris les nouvelles données d'observation de la Terre et les nouveaux outils d'apprentissage automatique et d'intelligence artificielle pour le traitement des données – tout en minimisant les risques liés à la collecte, à l'analyse et à l'utilisation de ces données. Le Frontier Data Network a permis à l'UNICEF de rassembler des gouvernements, le secteur privé,

des universités, des philanthropes et des organismes partenaires pour faire progresser la science des données durables dans chaque pays, en améliorant la perception des questions relatives aux enfants au niveau national et en favorisant une riposte plus rapide en cas de crise. Le sixième cycle des Enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS) (2017-2022) comprenait le nombre record de 77 enquêtes nationales, tandis que les enquêtes MICS Plus par téléphone mobile ont produit des données quasiment en temps réel. Un projet pilote mené dans trois pays a pour la première fois relié les données fournies par les enquêtes MICS à celles des systèmes de données administratives sur l'éducation et la santé – une intégration susceptible d'accroître radicalement la puissance analytique des données sur les enfants.

92. Les activités de sensibilisation et de communication fondées sur des données ont directement contribué aux résultats obtenus dans tous les Groupes d'objectifs. Des messages clairs, simples, fondés sur des données et des demandes assorties de délais précis ont créé des points d'entrée pour sensibiliser avec succès les donateurs et les partenaires, tout en hissant l'UNICEF au rang de défenseur des droits de l'enfant et d'entité axée sur les solutions qui offre une vision convaincante des résultats qu'elle obtient pour les enfants. En 2022, l'UNICEF a touché 169,9 millions de sympathisants en ligne et continué à faire entendre sa voix dans les médias au niveau mondial pour défendre et promouvoir les droits de l'enfant, ce qui a renforcé sa position et le classe parmi les trois premières organisations qui font référence.

E. Partenariat avec les entreprises et innovation pour les enfants

93. L'UNICEF a touché plus de 72 millions d'enfants en se servant de l'influence des entreprises, de leurs atouts essentiels ou des changements dans leurs pratiques commerciales. Cinquante-quatre bureaux de pays et comités nationaux ont fait état du succès de leur collaboration avec plus de 2 800 entreprises pour faire évoluer les pratiques commerciales qui ont une incidence sur les droits de l'enfant. L'UNICEF a collaboré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dans le cadre du projet B-Tech, qui fournit des conseils et des ressources faisant autorité concernant l'application des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme dans l'environnement technologique, ainsi qu'avec l'Union internationale des télécommunications dans le cadre de l'élaboration de directives sur le respect des droits de l'enfant dans l'environnement numérique pour les entreprises.

94. L'UNICEF a utilisé son pouvoir d'achat et ses compétences en matière de marchés et d'innovation de produits pour éliminer les obstacles à l'accès du marché qui limitent l'accès aux approvisionnements et a collaboré avec des entreprises pour produire à grande échelle six nouveaux produits qui répondent aux besoins des enfants, tels que des prothèses auditives, des fauteuils roulants, des glucomètres et des gigoteuses pour les bébés. En 2022, 61 % des programmes de pays financés par l'UNICEF ont participé à la coopération Sud-Sud et soutenu l'adaptation de solutions et de technologies locales ainsi que la mobilisation de ressources dans les pays du Sud.

95. L'UNICEF a acheté pour un montant record de 7,4 milliards de dollars de fournitures et de services en 2022, soit une augmentation de 93 % par rapport à la période antérieure à la pandémie de COVID-19. Plus de 863,9 millions de dollars de fournitures ont été livrés à 140 pays en situation d'urgence et distribués dans le cadre de programmes. Pour soutenir l'acheminement des fournitures humanitaires en plus des matériels de lutte contre la COVID-19 au niveau mondial, la Charte de l'industrie de la chaîne d'approvisionnement et du transport pour une chaîne d'approvisionnement humanitaire résiliente a été signée, élargissant la charte précédente mise en œuvre par l'UNICEF et le Forum économique mondial.

F. Mobilisation des ressources

96. En 2022, malgré un contexte de plus en plus difficile pour la collecte de fonds – l’incertitude économique et politique atteignant de nouveaux sommets en raison de la guerre en Ukraine, des perturbations de la chaîne logistique, d’une forte inflation et de la volatilité des taux de change étrangers – les recettes de l’UNICEF³⁴ ont atteint un niveau historique. Le soutien apporté à la lutte contre la pandémie de COVID-19 a été la preuve de la résilience de l’aide publique au développement des partenaires du secteur public et du soutien des partenaires du secteur privé en tant que sources de financement de l’UNICEF. Des investissements dans les capacités numériques ont favorisé l’afflux massif de nouveaux donateurs et l’augmentation des dons des donateurs établis, avec à la clé une augmentation de 72 % des dons en espèces.

97. L’année 2022 a aussi mis en évidence un écart de plus en plus grand entre les recettes totales et le financement des activités de base (ressources ordinaires). Alors que les recettes totales de l’UNICEF ont augmenté de 1,2 milliard de dollars en 2022 par rapport à 2021 sous l’effet de la croissance d’autres ressources (urgences), les ressources ordinaires ont enregistré une baisse de 6 %, soit 83 millions de dollars. Le recul des ressources ordinaires dans les recettes totales – de 17 % en 2021 à 14 % en 2022 – confirme la tendance des États Membres à s’éloigner de l’engagement d’accroître de 30 % leurs contributions au titre des ressources ordinaires qu’ils ont pris dans le cadre du Pacte de financement. L’UNICEF risque ainsi de devenir une organisation axée sur les projets plutôt que guidée par son mandat.

G. Collaboration avec les partenaires des Nations Unies

98. En étroite collaboration avec d’autres entités des Nations Unies, l’UNICEF a continué à faire avancer la réforme du système des Nations Unies pour le développement et à le rendre plus cohérent, de manière à apporter aux pays un soutien rapide, cohérent et harmonisé, et à leur permettre de relever les défis socioéconomiques et à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l’horizon 2030.

99. En 2022, 111 bureaux de pays de l’UNICEF (87 %) ont mis en œuvre des programmes conjoints en partenariat avec des organismes des Nations Unies, à raison de 500 millions de dollars de dépenses par an en moyenne. Les fonds ont été fournis par des institutions financières internationales, le Partenariat mondial pour l’éducation, Gavi, Éducation sans délai et le Bureau de l’aide humanitaire de l’Agence des États-Unis pour le développement international. En Afghanistan, des activités conjointes avec les Nations Unies sur la violence faite aux femmes, la nutrition et l’éducation ont permis de renforcer le soutien et la sensibilisation des populations dans le cadre d’une approche consultative. L’UNICEF a dirigé les initiatives interorganisations en faveur de l’inclusion du handicap dans les aperçus des besoins humanitaires et les plans d’intervention humanitaire, ce qui a permis d’accomplir des progrès importants, notamment dans le domaine de la collecte et de l’utilisation des données.

³⁴ Contributions reçues des gouvernements et des organisations intergouvernementales ainsi qu’au titre des arrangements interorganisations et des partenariats programmatiques mondiaux, et produits provenant du secteur privé.

H. Renforcement de l'efficacité et gestion des risques

100. En 2022, l'UNICEF a mis en place un plan d'action pour renforcer les économies, la simplification, la réduction des émissions de carbone et l'inclusivité de ses bureaux. L'organisation a mis en œuvre 30 projets solaires et d'efficacité énergétique et deux certifications de bâtiments écologiques, ce qui lui a permis de réduire de 19 % ses émissions de carbone par rapport 2010 (année de référence). Cinquante-trois pour cent des bureaux de l'UNICEF étaient installés dans des locaux partagés, soit plus que l'objectif de 50 % fixé par les Nations Unies ; les 14 bureaux particulièrement coûteux recensés par l'UNICEF seront les premiers concernés par son initiative en faveur des locaux partagés et de la réduction des coûts en 2023.

101. L'UNICEF s'est efforcé d'améliorer le suivi, l'évaluation et la gestion des risques sécuritaires, sociaux et environnementaux. En 2022, 82 % de ses bureaux ont effectué des évaluations du risque de fraude, alors que l'objectif était de 85 %. Aucune recommandation d'audit interne et seulement cinq recommandations d'audit externe étaient en suspens depuis plus de 18 mois, en deçà des objectifs fixés (4 et 18, respectivement). Les bureaux ont pris des mesures pour mieux gérer les risques globaux en matière de protection, y compris les risques d'exploitation et d'atteintes sexuelles. Les risques ont été regroupés et enregistrés dans une plateforme de gestion du risque institutionnel et, en 2022, 43 % des bureaux ont indiqué qu'ils géraient efficacement les risques liés à la protection dans l'ensemble de leurs fonctions, ce qui est nettement inférieur à l'objectif fixé (49 %).

I. Amélioration de la culture institutionnelle et la diversité

102. La culture institutionnelle, la diversité, l'équité et l'inclusion ont été davantage intégrées dans la structure de l'UNICEF, avec la constitution d'une équipe Culture et diversité au sein du Bureau du Directeur exécutif, dont les membres sont chargés de superviser et de coordonner les efforts de l'organisation dans ces domaines. Conformément à sa nouvelle politique et stratégie en matière de handicap et d'inclusion, l'UNICEF augmentera le nombre d'employés handicapés d'au moins 2 % dans tous les bureaux d'ici à 2025, l'objectif étant d'atteindre 7 % à l'horizon 2030.

103. L'UNICEF a avancé sur la voie de la parité en général, avec 48,9 % de femmes en 2022, principalement grâce à l'augmentation de la proportion de femmes dans la catégorie du personnel recruté sur le plan international (51,6 %) et des administrateurs recrutés sur le plan national (48,1 %) ; la proportion de femmes dans la catégorie des services généraux n'a pas changé (47,5 %).

104. L'UNICEF a continué de suivre les progrès réalisés dans le domaine de la culture institutionnelle au moyen d'enquêtes auprès du personnel, comme le Sondage mondial du personnel de 2022, qui a obtenu un taux de réponse de 63 % et un indice de mobilisation du personnel de 76 % à l'échelle mondiale. Environ 40 % des bureaux de l'UNICEF ont satisfait aux critères de référence de l'organisation en matière de sécurité psychologique et de confiance, soit une augmentation significative par rapport aux 28 % enregistrés en 2021, mais avec des écarts notables entre les régions.

IV. Perspectives

105. Les enfants et les jeunes d'aujourd'hui vivent dans un monde où les certitudes sont rares et où leurs inquiétudes quant à l'efficacité des institutions dirigées par leurs parents et grands-parents sont légitimes. Pour remplir son mandat et renforcer la

confiance dans les institutions et les accords multilatéraux, l'UNICEF doit apprendre à faire les choses différemment.

106. En 2022, l'UNICEF a pris des mesures dans ce sens, en commençant par la mise en œuvre d'un Plan stratégique axé sur les résultats, calibré non pas en fonction de ce que l'UNICEF peut faire aujourd'hui, mais en fonction des besoins – partenariats, ressources, politiques et législation, changements sociaux, économiques, comportementaux et culturels – pour améliorer la situation des enfants dans tous les domaines d'ici la fin de la décennie.

107. Grâce aux nouvelles procédures et directives relatives aux programmes de pays publiées en 2022, les bureaux de pays sont davantage soutenus pour donner la priorité aux éléments pertinents du Plan stratégique, y compris dans les pays à revenu intermédiaire et élevé, et une approche commune en matière de données, de recherche, d'évaluation et de gestion des connaissances renforcera leurs capacités techniques. L'UNICEF comblera l'écart entre les ressources financières disponibles pour la mise en œuvre du Plan stratégique et les besoins réels au niveau mondial, renforcera ses partenariats avec des organismes des Nations Unies et accélérera sa stratégie de mobilisation des ressources flexibles dont il a besoin pour être l'organisation guidée par son mandat dont les enfants du monde ont besoin.

108. L'organisation articulera clairement son approche sur les privations et les discriminations croisées dont souffrent les enfants, ainsi que sur la manière d'y remédier efficacement dans le cadre de la programmation. En 2022, un nouveau rapport sur les enfants handicapés en situation de déplacement a posé les bases de cette approche et mis au jour les obstacles liés à la discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique, le sexe, la langue, les capacités et le statut migratoire³⁵.

109. L'UNICEF définira et mettra en œuvre une approche systématique qui permettra d'anticiper les chocs mondiaux et d'y répondre, en évaluant les risques de l'analyse prospective avec ses partenaires. Afin de mieux cibler son action climatique, au-delà des catastrophes et de l'état de préparation, l'organisation achèvera l'élaboration d'un Plan d'action sur la durabilité et le climat, en prenant en compte le fait que les changements climatiques affectent non seulement les trajectoires de développement des enfants, mais aussi la manière dont l'UNICEF peut agir.

110. Les priorités programmatiques concentreront les efforts sur les domaines dans lesquels l'organisation est la mieux placée pour agir avec ses partenaires ; ce faisant, elle pourra lutter efficacement contre les privations multiples et venir en aide aux enfants les plus défavorisés et victimes de la discrimination, où qu'ils vivent dans le monde. Pour lutter contre les inégalités, l'UNICEF renforcera les systèmes de fourniture de services communautaires de première ligne, y compris les systèmes de protection sociale pour aider les enfants qui n'en bénéficient pas encore – et redoublera d'efforts pour faire en sorte que ces services sociaux essentiels ont la capacité de s'adapter face aux risques climatiques et aux menaces écologiques.

111. Les soins de santé primaires de proximité et la nutrition seront des points d'entrée essentiels et les filles et les enfants handicapés seront au centre des préoccupations, quel que soit le contexte. Dans tous les secteurs, la Stratégie du programme relatif aux adolescentes pour la période 2022-2025 mettra davantage l'accent sur l'éducation des filles, l'acquisition de compétences, l'accès au numérique, la protection, la santé et la nutrition, ainsi que sur le maintien d'un engagement politique de haut niveau pour éradiquer les pratiques néfastes, notamment les mutilations génitales féminines et le mariage d'enfants.

³⁵ UNICEF, *Included, Every Step of the Way: Protecting the Rights of Migrant and Displaced Children with Disabilities* (New York, 2023).

112. Face au recul des droits de l'enfant au niveau mondial, l'UNICEF restera le plus fervent porte-parole et défenseur des enfants et de leurs droits dans toutes ses actions. Les enfants et les jeunes se mobilisent pour assurer leur avenir et exigent des adultes qu'ils fassent mieux. L'UNICEF ne se contentera pas de faire entendre leur voix, il sera dirigé par eux et guidé par leurs espoirs et leurs aspirations.

V. Projet de décision

Le Conseil d'administration

1. *Prend note* du rapport annuel de 2022 de la Directrice générale de l'UNICEF ainsi que du rapport sur l'application du Cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources du Plan stratégique de l'UNICEF pour 2022-2025 ; du rapport sur la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies ; de la présentation des fonctions et des organes de contrôle indépendants de l'UNICEF ; et du compendium des données et du tableau de bord des résultats ;

2. *Décide* de transmettre au Conseil économique et social les rapports susmentionnés ainsi qu'un résumé des observations et orientations qu'il a formulées ;

3. *Prend note* du rapport sur les recommandations du Corps commun d'inspection, y compris les réponses de l'administration aux quatre recommandations formulées par celui-ci qu'il est appelé à examiner.
